

print

“La Grèce doit suspendre unilatéralement le remboursement de sa dette”

De [Eric Toussaint](#) et [Tassos Tsakiroglou](#)

Global Research, février 28, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-grece-doit-suspendre-unilateralement-le-remboursement-de-sa-dette/5324587>

“En Grèce, la classe dirigeante et les gouvernants détruisent la démocratie”, déclare au quotidien grec “Ef. Syn.” Eric Toussaint, professeur en sciences politiques et militant. Selon lui, seul un gouvernement déterminé et s'appuyant sur le peuple pourra obtenir une solution au problème de la dette. A ses yeux, SYRIZA ne doit pas se déplacer vers des positions modérées[1].

-La Grèce semble rester au cœur de la crise de la dette. Vous avez déclaré que le peuple grec, tout en étant au cœur de la crise, constitue aussi l'épicentre de la solution à cette crise. Qu'entendez-vous par là ?

Il est clair que toute l'Europe vit une crise profonde. La classe capitaliste et la Commission européenne, qui opère en son nom, ont déclenché une attaque terrible contre les peuples. La Grèce se trouve au cœur de cette crise mais aussi au centre de la résistance à cette attaque. Des pays comme l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, mais également la Roumanie et la Bulgarie, sont aussi victimes de cette attaque.

Toutefois, la Grèce se trouve au centre parce qu'elle représente le début de la nouvelle phase de la crise, de par la mise en œuvre du protocole d'accord de mai 2010, mais aussi à cause de la résistance du peuple grec. Je suis au courant de la dernière grève générale du 20 février 2013 qui a été très importante. Des millions de personnes à travers l'Europe et d'autres continents ont leurs yeux tournés vers les formes de résistance en Grèce. Nous faisons le maximum pour susciter une coopération paneuropéenne entre les mouvements de lutte / une coopération entre les mouvements de lutte au niveau européen, afin de construire une résistance élargie capable de renverser la vapeur. Il est très difficile pour les citoyens d'un pays de faire seuls face à cette attaque.

- Pour le moment nous ne voyons pas une telle forme de coopération.

C'est la raison pour laquelle nous devons être inquiets. Il existe toutefois de nombreuses tentatives pour que cela réussisse. Par exemple, la Confédération européenne des syndicats essaye, mais ce n'est pas du tout suffisant. Nous allons avoir des manifestations paneuropéennes les 13 et 14 mars 2013. J'espère qu'elles auront du succès, mais cela ne suffit pas.

- En Grèce, nous nous trouvons dans une situation politique très précaire, avec de nombreux scénarios possibles. Nous vivons sous un gouvernement de plus en plus autoritaire, il multiplie les coups d'état parlementaires et utilise systématiquement la répression des mouvements sociaux. Au même moment, il est possible que SYRIZA devienne le premier parti aux prochaines élections. Comment voyez-vous les choses ?

Vous êtes confrontés à un défi majeur. Je suis d'accord avec vous qu'en Grèce les classes dirigeantes et les gouvernements détruisent la démocratie à plusieurs niveaux. Ils ne respectent pas le vote du peuple, ils ont imposé des protocoles

d'accord et traités sans consultation démocratique, ils dégradent le pouvoir législatif, et cherchent à détruire la capacité de la classe ouvrière à négocier collectivement. Ainsi, vous êtes face à un défi majeur et la capacité de SYRIZA à donner une réponse vraiment radicale à cette attaque est en effet cruciale. Si SYRIZA adopte des politiques et des propositions plus modérées, les conséquences qui en découleront peuvent être énormes.

- Dernièrement, beaucoup affirment que SYRIZA fait un effort pour adopter des positions plus modérées.

J'espère que SYRIZA radicalisera ses positions. Si SYRIZA réussit à devenir le prochain gouvernement, il est très important, par exemple, de suspendre unilatéralement le remboursement de la dette.

- Vous trouvez qu'il est réaliste de le faire ?

Je pense qu'il est absolument impératif de changer le rapport de forces. Si le gouvernement ne prend pas une position de combat et se contente de dire 'nous voulons renégocier', il sera très difficile d'imposer aux créanciers une solution dans l'intérêt des masses populaires. Si vous commencez une négociation sans changer le rapport de forces, vous ne pouvez pas vraiment obtenir une solution réellement positive. C'est pourquoi il faut tout d'abord effectuer un défaut de paiement, les créanciers étant alors obligés de demander des négociations. Pour suspendre le paiement, il faut le soutien du peuple comme cela fut prouvé dans le cas de l'Équateur et de l'Argentine. Seul un gouvernement déterminé peut le faire.

- Nous vivons un processus d'élimination des biens communs avec la privatisation de la santé, de l'éducation et de la plupart des sociétés et services du secteur public. Quelles en sont les conséquences ?

Il y a une dégradation considérable des conditions de vie de la majorité de la population. Il est clair qu'avec ces attaques, la classe capitaliste veut détruire ce qui a été construit après la seconde guerre mondiale avec la victoire sur le nazisme et le fascisme en Europe. Il s'agit d'une perspective historique pour la classe capitaliste qui pense que cette crise est une excellente occasion de réaliser son rêve de venir à bout de toutes les conquêtes populaires.

- Quel est votre message aux Grecs ?

Premièrement, il faut que le mouvement social paneuropéen se renforce. Cela exige une action en coopération avec le peuple grec. La question ne se limite pas à la solidarité avec le peuple grec. Le défi c'est d'arriver à lutter ensemble, vu que d'autres peuples d'Europe souffrent. Les circonstances peuvent être différentes mais ils sont victimes de la même attaque. Et nous ne pouvons faire face à cette attaque qu'en unissant toutes les forces du continent afin de parvenir à un changement radical. Mon message est donc que nous devons nous unir et que tous nos efforts doivent converger dans ce sens.

L'interview originale a été publiée le 23 février 2013 par le quotidien grec « efsyn » <http://www.efsyn.gr/?p=25897>

Éric Toussaint, professeur en sciences politiques à l'Université de Liège, est président du [CADTM](#), le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, et membre du conseil scientifique d'ATTAC France. En 2007, il fut nommé par le président de l'Équateur Rafael Correa, membre de la Commission d'audit de la dette publique interne et externe du pays. Il est connu en Grèce, qu'il a visitée plusieurs fois dans le cadre de son action pour la libération des pays du Sud des jeux des

spéculateurs internationaux et des organismes de crédit.

Copyright © 2013 Global Research